

**Convention collective**

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(BRETAGNE)  
(13 juin 1991)**

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,  
*Journal officiel* du 31 décembre 1991)

**AVENANT N° 29 DU 30 JUIN 2006 (1)**

NOR : *AGRS0697113M*  
IDCC : *8532*

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération Bretagne ;  
Le syndicat des prestataires de services avicoles,

D'une part, et

L'union régionale CFTC ;

L'union régionale CGT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation  
des tabacs et des activités annexes Force ouvrière (FGTA-FO),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 26 de la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne est supprimé et remplacé par un nouvel article 26 rédigé comme suit :

**Article 26**

*Régime de prévoyance collective obligatoire*

Il est institué au profit des salariés non cadres remplissant les conditions ci-après définies, un régime de prévoyance obligatoire qui assure les prestations suivantes :

- des indemnités journalières complémentaires à celles versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ;
- le versement d'un capital décès, de rentes éducation, d'une indemnité frais d'obsèques.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## I. – Garantie incapacité de travail

En cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet, maladie professionnelle, accident ou maladie de la vie privée, tout salarié non cadre qui justifie de 1 mois d'ancienneté continue dans le champ d'application de la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne perçoit, en complément de ses indemnités journalières légales, des indemnités journalières complémentaires.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt du travail en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- du 11<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Cette indemnisation complémentaire porte l'indemnisation globale du salarié (y compris les indemnités légales servies par la MSA) à hauteur de 90 % de la rémunération brute pendant 90 jours puis à hauteur de 80 % de cette même rémunération tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

La rémunération prise en compte pour le calcul de ces indemnités journalières complémentaires est celle qui est retenue pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Le paiement des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est effectué par l'organisme assureur désigné. Les indemnités journalières sont donc versées nettes de charges sociales, de CSG et de CRDS.

## II. – Garantie décès

Les salariés non cadres bénéficient de la garantie décès Agri Prévoyance qui comprend le versement d'un capital décès, des rentes éducation et d'une indemnité frais d'obsèques.

### 1. Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

- le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou à son cocontractant d'un pacte civil de solidarité ; à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3<sup>e</sup> catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

## 2. Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point Agri Prévoyance revalorisée chaque année au 1<sup>er</sup> septembre.

Au 1<sup>er</sup> septembre 2005, la valeur annuelle du point Agri Prévoyance est fixée à 19,77 euros.

## 3. Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune, de son cocontractant d'un pacte civil de solidarité ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

## 4. Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

## 5. Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue pour le personnel en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant de prestations d'incapacité de travail ou d'invalidité.

### III. – Dispositions communes

#### 1. Cotisations

Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail et garantie décès) est financé par une cotisation égale à 1,28 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres et ainsi répartie :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,88 %	0,66 %	0,22 %
Décès	0,40 %	0,24 %	0,16 %
TOTAL	1,28 %	0,90 %	0,38 %

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,28 % exclusivement à sa charge et destiné au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont financées par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur.

#### 2. Organisme assureur

Agri Prévoyance, institution agréée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture en date du 24 décembre 1993, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne sont tenues d'adhérer à Agri Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

Toutefois, les entreprises qui appliquent déjà un régime portant sur les mêmes garanties (incapacité temporaire et décès) sont dispensées de l'obligation d'adhérer au régime de prévoyance défini par l'article 26 de la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne à condition qu'elles assurent à leurs salariés des garanties au moins équivalentes.

### 3. Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

### 4. Effets de la dénonciation ou du changement d'organisme assureur

En cas de dénonciation de l'accord ou en cas de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation par l'organisme assureur désigné ci-dessus au point 2 des dispositions communes.

Il est également convenu que, en cas de changement d'organisme assureur, les parties signataires ou adhérentes à la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne organisent, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et rentes éducation, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO.

### 5. Conventions. – Accords collectifs antérieurs

Les garanties et règles définies aux I à III de l'article 26 de la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne se substituent à toutes les dispositions des conventions et accords collectifs régionaux ou départementaux antérieurement applicables aux salariés des entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne dans les matières concernant les garanties collectives complémentaires visées à l'article L. 911-2 du code de la sécurité sociale.

En matière de garantie décès, elles se substituent aux dispositions de la convention collective de retraite et de prévoyance des salariés des exploitations agricoles des Côtes-d'Armor du 30 novembre 1965 d'une part et, à celles de la convention collective de retraite et de prévoyance des salariés des CUMA et des entreprises de travaux agricoles du Finistère du 8 février 1968 d'autre part. »

## Article 2

*Durée. – Date d'effet*

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée indéterminée, sous réserve de leur extension.

### **Article 3**

#### *Dépôt*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Loudéac, le 30 juin 2006.

(Suivent les signatures.)